

Archives nationales, série BB/18/6001 à 6870, Direction des Affaires criminelles et des grâces du ministère de la Justice. Correspondance de la Division Criminelle du Ministère de la Justice. Dossiers banaux. Première série 1890-1940, par G. Le Moël, Paris, Archives nationales, 1993, 345 p., imp. Index des noms géographiques, de personnes et de matières. Cet inventaire sommaire est coté BB/18/24 en salle des inventaires. Son index indique :

- Durand (Jules), syndicaliste : 6305.
- Havre (Le) (Seine-Maritime) : ... affaire Jules Durand : 6305, 6308.
- Dongé, ouvrier du Havre : 6305, 6308.
- Bauzin, ouvrier charbonnier : 6308.

Cote BB/18/6305 : Affaire Jules Durand, secrétaire du syndicat des charbonniers du Havre, condamné à mort par la cour d'assises de la Seine-Inférieure, comme ayant été l'instigateur du meurtre de l'ouvrier non gréviste Dongé. Retentissement dans l'opinion publique de cette condamnation. Meetings, tracts, coupures de presse, pétitions, affiches de la C.G.T. dont l'une contre Briand intitulée *Contre un assassin*. 1911-1912.

Cartes postales adressées au président de la République. Certaines d'entre elles concernent la condamnation contre le journal *L'Emancipation du Tarn*, du 10 février 1911 et l'affaire Aernoult-Rousset. Nombreuses interventions du député Paul Meunier en faveur de Durand.

Difficultés de la révision en raison de l'état mental de Durand qui n'est plus en état de comparaître. Préparation de la loi du 19 juillet 1917 complétant l'article 445 du code d'instruction criminelle. Révision du procès au vu des dispositions de la loi du 19 juillet 1917.

Inventaire détaillé du dossier Durand / Dongé par Jean-Luc Dron. En souligné, le libellé de chacune des chemises.

- 51 BL 3629 (51 Banal 3629) 1913-1918 : Affaire Jules Durand, dossier annexe. Projet de résolution de M. Paul Meunier, député. Proposition de loi tendant à modifier l'art 445 Chambre d'Instruction Criminelle adoptée et promulguée le 19.07.1917. Instructions données au Procureur Général près la cours de cassation, pour la solution du pourvoi en révision.
 - Note pour le 4^e bureau et son annexe : lettre du préfet relative au meeting organisé au Havre le 10.09.1918 par l'Union des syndicats ouvriers à l'occasion de la révision du procès Durand... que l'arrêt de la cours de cassation soit appliqué en ce qui concerne la pension alimentaire attribuée à la mère de Durand ; la grâce de Lefrançois.
 - Lettre du 20.07.1918 adressée au Ministre, signée Delamard protestant contre la révision de l'affaire Durand.
 - 3 notes du 3.07.1918 : pour parution au JO du 6.07.1918 du texte intégral de l'arrêt de la Cour de cassation cassant et annulant l'arrêt de la cours d'assises de la Seine-Inférieure du 25.11.1910 qui a condamné Jules Durand à la peine de mort pour complicité d'assassinat ; pour renvoyer à Rouen tout le dossier de la procédure, les

requêtes en révision et les dossiers des diverses enquêtes (« prendre le dossier dans le cabinet de M. Leboucq »).

- Lettre du Procureur général près la Cours de cassation à M. le Grade des sceaux ministre de la justice, du 29.06.1918 : j'ai l'honneur de vous adresser les pièces de cette procédure...
- JO du 21.07.1917, loi complétant l'article 445 du Code d'Instruction criminel (« si les accusés ou prévenus sont décédés ou tombés en l'état de démence depuis l'arrêt de la cours de cassation qui a annulé le jugement... »).
- « Par arrêt de la Cour d'assises de la Seine-Inférieure en date du 25 novembre 1910 Jules Durand, secrétaire des ouvriers Charbonniers au Havre a été condamné à la peine de mort comme s'étant rendu complice d'un assassinat commis sur la personne de Louis Dongé en y provoquant par promesses menaces, abus d'autorité et de pouvoir, machination et artifices coupables. » « Par décret du Président de la République en date du 31 décembre 1910 la peine de mort prononcée a été commuée en 7 ans de réclusion. »
- Arrêt de la Cours de cassation du 15.06.1918.
- Proposition de loi de M. Siegfried, député tendant à modifier l'art. 445 C.I. Crim.
- Etat mental de Durand 1914-1916. Rapport du 21.11.1916 de M. le directeur de l'Asile de Quatre-Mares (1 page). Rapport du 24.03.1914 (1 page).
- Lettre manuscrite de Paul Meunier, député, adressée au Ministre, du 5.02.1914 (4 pages, belle supplique pour l'ouverture d'un nouveau débat en cours d'assises).
- Lettre manuscrite (2 pages) de M. Jules Delarue, ingénieur à Desvres (Pas-de-Calais), du 1.12.1913 : demande la tenue d'un nouveau procès pour « laver la mémoire de Dongé, ouvrier honnête et droit, assommé par ordre de Durand ».
- Extrait du journal de la Chambre des députés, 2^e séance du 11.07.1913, pages 2621 à 2624, « proposition de résolution de M. Paul Meunier, concernant l'instance en révision Durand ».
- Journal « La Bataille Syndicaliste » du samedi 29 mars 1913 (1912 ?) : article « L'affaire Durand. Une résolution de M. Paul Meunier à la chambre ».
- Arrêt Ferranti du 31.10.1896 « Aliéné – Pourvoi en cassation – Sursis »
- 51 BL 3629 (51 Banal 3629) : Affaire Jules Durand, dossier annexe. Demande en révision Durand, Jules. Conséquences que pourrait avoir pour les co-condamnés de Durand, l'arrêt de Cassation du 9.08.1912. Pièces diverses. Rapports annexes.
 - Lettre manuscrite de Jules Caton, 16 rue des Jardins Saint Paul, Paris 16^e, du 21.02.1914. Outrages dirigés contre les magistrats qui sont intervenus dans l'affaire Durand. Menaces. Classée lettre incohérente.
 - Parquet de la Cour d'appel de Rouen. Lettre du Procureur général à M. le Garde des sceaux, du 26.11.1910. Confirmation des condamnations intervenues contre Mathien, Couillandre, Lefrançois (8 ans de travaux forcés) et Durand (peine de mort). Proposition d'une commutation en 20 ans de travaux forcés.
 - Parquet de la Cour d'appel de Rouen. Lettre du Procureur général à M. le Garde des sceaux, du 07.02.1911 (19 pages). Envoi des procès-verbaux et pièces de l'enquête officieuse concernant la demande de révision. Auteurs principaux de l'assassinat de Dongé : Mathien, Couillandre, Lefrançois ; complices : Durand, Boyer Henri, Boyer Gaston (deux frères acquittés). Accusation par les témoins Leprêtre (c. 276, 295,

293), Paquentin (c. 274), Nedelec/Nédellec (c. 281), Ufler (c. 278), Clidière (c. 277) & Sorieul (c. 304). Faux témoignages de Auguste Leprêtre, Delarue (chef du charbonnage de la Cie Transatlantique) et par la dame Cornou, sœur de Leprêtre.

- Ce document est découpé en chapitres :
 - I – Fait Leprêtre Delarue Cornou
 - II – Fait Paquentin
 - III – Fait Lenormand
 - IV – Déclarations de témoins qui se sont révélés depuis la condamnation et n'ont point été entendus par le jury
 - V – La police du Havre n'aurait pu ignorer la motion de Durand, si elle avait été mise aux voix dans une réunion de 4 à 500 personnes.
 - Résumé et conclusions.
- Parquet de la Cour d'appel de Rouen. Lettre du Procureur général à M. le Garde des sceaux, du 12.10.1910 (3 pages). Rend compte suite à la connaissance du dossier d'instruction. 4^e agresseur Bauzin, culpabilité aussi nettement établie que celle de Mathieu, Couillandre et Lefrançois. Complicité Durand secrétaire du Syndicat des Ouvriers Charbonniers, Boyer (Ernest Henri) trésorier du syndicat, Boyer (Louis Gaston) membre du syndicat.
- Parquet du tribunal de 1^{re} instance du Havre. Le Procureur général en transport au Havre à M. le Garde des sceaux (11.09.1910). Renseignements sur les circonstances de la mort du malheureux Dongé tué avant hier par des grévistes (3 pages).
- Demande de Mme Dongé d'un avocat d'office. 08.08.1912.
- Parquet de la Cour d'appel de Rouen. Lettre du Procureur général à M. le Garde des sceaux, du 217.06.1912. Rapport sur un meeting en faveur de la révision du procès Durand, au Havre le samedi soir 15 juin, salle Franklin ; 2000 personnes, prise de parole M. Paul Meunier, député de l'Aube, le docteur Sicard de Plauzolles, délégué de la Ligue des Droits de l'Homme, le sieur Marck, délégué de la Confédération Générale du Travail et le sieur Le Chapelain, conseiller municipal du Havre, au nom du parti socialiste... tous ont protesté contre les lenteurs apportées par la Cour de Cassation à rendre son arrêt.
- 51 BL 3629 (51 Banal 3629) : Affaire Jules Durand. Dossier général. 1910-1911.
 - Transfèrement de Durand à l'asile Ste Anne, à Paris, en vue de son examen mental.
 - Arrêt de Cassation du 8 juillet 1911 ordonnant une expertise médicale.
 - Affaire Durand – Duplicata - 1911. 07.06.1911. Le Procureur de la République de La Rochelle à M. le Garde des Sceaux... « sous ce pli l'acte de décès de Mathien, Edouard, Albert, décédé le 1^{er} avril 1911 au dépôt des forçats de St Martin de Ré » (pièce non jointe). Condamné à 15 ans de travaux forcés.
 - Affaire Durand – Duplicata - 1911. Mention (pas d'original) d'une lettre de l'ouvrier charbonnier Paquentin (témoin à charge) adressée au sieur Delarue, chef du service du charbonnage de la Cie Transatlantique, dans laquelle il revient sur sa déclaration suite à pression exercée par le Comité de défense de l'affaire Durand et la Maison du Peuple du Havre.
 - Avis de la Commission – Pourvoi en cassation. 1911.
 - Avis de la Commission de Révision. Séance du 14 février 1911 (4 pages).

- Note de 8 pages, signée Bouchard, du 10.02.1911. Résumé de « l'enquête très méthodique, très complète et très claire de M. le Substitut Général Bazenet »
- Lettre de L. Turmel (?), député des Côtes-du-Nord, à M. le Ministre de la Justice, demandant la suspension de la détention de Durand jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé...
- Transmission de l'affaire à la Commission de Révision. Désignation de M ; le Conseiller Donache comme rapporteur. Télégramme reçu le 14.02.1910 adressé à M. le Procureur Général de Rouen. « *Ai décidé de transmettre à Cour Cassation requête en révision Durand. Ai décidé par application article 444 suspendre la détention du condamné. Vous invite à faire mettre Durand en liberté demain mercredi à la première heure. Veuillez me rendre compte télégraphiquement de tout incident.* » Signé Paul Baulloche.
- Affaire Durand.
 - Télégramme à Ministre Justice « Durand père revient prison de Rouen nous informe santé fils fortement ébranlée. Comité Durand », date 4/2.
 - Une lettre de Jules Durand à M. le Président de la République en vue d'obtenir sa grâce complète. Rouen le 25 janvier 1911, 4 pages manuscrites sur copie double grand format à petits carreaux, lettre signée J. Durand, accompagnée de deux cartes postales avec portrait de Jules Durand. *Transcription complète effectuée.*
 - Un vœu adressé au Ministre de la justice en faveur de Durand émis par le Groupe d'Union Radical-socialiste & Socialiste, d'Argelliers, arrondissement de Narbonne (Aude), 1^{er} février 1911.
- Affaire Durand - M. Pourquery de Boisserin, député, demande communication de la procédure. 26.12.1910.
- Affaire Durand - Introduction d'une demande en Révision par M. Paul Meunier, député et par l'avocat du condamné Lettre manuscrite de Gustave Durand, 51 quai de Saône au Havre, du 18.01.1911, demandant à M. le Ministre de la Justice, la mise en liberté de son fils. *Belle écriture, non signée.*
- Affaire Durand. Le Havre – Texte de l'affiche placardée sur les murs de Rouen dans la nuit du 2 décembre 1910, appel de la CGT Union des syndicats ouvriers de Rouen & de la région, pour un grand meeting de protestation le dimanche 4 décembre à deux heures du soir à l'Eldorado de Sotteville.
- Parquet de la Cour d'Appel. Lettre de M le procureur général à M. le Ministre de la justice. Rouen le 29.11.1910. Instruction ouverte au Havre contre un nommé Bunel, terrassier, soupçonné d'être un des auteurs de l'assassinat de Dongé, sur la déclaration d'une dame Rouvray, demeurant au Havre 99 quai d'Orléans. Une dame Denoitre, épicière, quai d'Orléans, 99, a confirmé la déposition précédente.
- Télégramme. Procureur général Rouen à Justice Direction Criminelle Paris. Deux meetings organisés par union syndicats au Havre... 2000 participants... discours violents... Manifestation à la sortie... Cinq arrestations... 29.11.1910.

- Télégramme. Procureur général Rouen à Justice Direction Criminelle Paris. Arrestation des trois agresseurs... 11.09.1910.
 - Télégramme. Procureur général Rouen à Justice Direction Criminelle Paris. Un ouvrier a été assailli et tué... directeur Cie Transatlantique croit savoir que la mort de cet individu aurait été voté dans une réunion... 11.09.1910.
- Affaire Durand. Pétition à la Chambre des Députés en faveur de Durand : Journal L'Humanité du dimanche 6 août 1911. Article « Où en est l'affaire Durand. Une enquête menée de façon singulière ». L'Humanité critique une enquête à laquelle a procédé M. Le Conte conseiller à la Cour d'Appel de Rouen ; pétition des habitants de divers départements demandant la révision d'un arrêt de la Cour d'assises de la Seine-Inférieure, trois cartes postales pétition avec portrait de Jules Durand.
- Affaire Durand. Ressort de Lyon. Réunion publique, à Roanne, le 17 décembre 1910. Outrages proférés par le nommé Berthelet (Nicolas), envers le commissaire de police. Acquitté.
- Affaire Durand. Conférence le 18.02.1911, à Arles par le Sr Dumoulin de la CGT de Paris pour protester contre la condamnation de Durand. Outrage à l'adresse de la police. « Vous savez que les policiers sont payés pour mentir ; et bien, dans cette affaire, il y en a eu un qui a dit la vérité, c'est pourquoi on ne l'a pas cru. »
- Affaire Durand. Vœu de la Loge « La Nouvelle Jérusalem » en faveur de la révision du procès Durand. 23.02.1911. G.L.D.F.
- Affaire Durand. Propos injurieux et diffamatoires, proféré à Nancy, dans une réunion publique à la Maison du Peuple, le 16.02.1911, à l'égard de M. Vernis, juge d'instruction au Havre.
- Affaire Durand. 1/ Pétitions, 2/Mise en liberté de Durand : recours en grâce formulé par des conseillers municipaux de la ville de Chârost (Cher) ; deux télégrammes relatant les circonstances de la mise en liberté de Durand ; pétition des Syndicats du tissage et passementières de Lyon et banlieue, 14.02.1911.
- Affaire Durand. Journal de Rouen : du mardi 14 février 1911. Article, « Rouen, 14 février. Où en est l'Affaire Durand ».
- Affaire Durand. Pétition de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen (Section de Charmes, Vosges) à M. le Président de la République, le 04.02.1911.
- Affaire Durand. Vœu en faveur de Durand : La Libre pensée de Montbéliard, La Raison, 01/02/1911 ; Union Syndicale des Fermiers, Métayers et Résiniers du canton de Saint-Vivien-Médoc, 30.01.1911.
- Affaire Durand. Lettre anonyme de menaces au Préfet du Gard, 27.01.1911.
- Affaire Durand. Réunion et discours à Nîmes : rapport sur un meeting populaire tenu à la Chapelle de l'Ancien Lycée en faveur de la révision du procès Durand. Dimanche 22.01.1911.
- Affaire Durand. Avocats de D. : Demande et accusé réception de la communication de l'enquête officieuse en cours (pas de trace de l'enquête elle-même).
- Affaire Durand. Ressort d'Aix. Réunion publique à Cannes, le 19.01.1911. Discours du Sr Girault de la CGT : a traité le Président de la République de « sinistre imbécile » et M. le Président du Conseil et M. Clemenceau de renégats et de bandits.
- Affaire Durand. Réunion des Socialistes de Franche-Comté à Besançon, le 23.01.1911 : pas d'incident.

- Affaire Durand. Appel de diverses Sociétés ou Ligues en faveur de Durand : Grand Orient de France ; Grand Cercle Républicain du Havre ; pétition de Moreuil (Somme), avec noms et signatures ; pétition d'un groupe de prolétaires, commerçant et gens de cœur de Pont-à-Mousson, avec noms et signatures ; vœu du conseil municipal de Millau (Aveyron) ; 4 cartes postales pétition-portrait ; vœu de la Fédération départementale de la Libre Pense de l'Isère ; vœu du Cercle d'Union Républicaine et Socialiste du Vigan (Gard) ; Vœu de la Loge maçonnique L'Avenir, Paris, G.O.D.F. ; protestation de l'assemblée générale des Prud'hommes-ouvriers de Dunkerque ;
- Affaire Durand. Affiche de la CGT intitulée « 7 ans de réclusion à l'innocent Durand », apposée à Montpellier, en janvier 1911 : « ...ce qui fut fait pour l'officier Dreyfus devait l'être pour l'ouvrier Durand... »
- Affaire Durand. Réunion publique, à Brest, le 15 janvier 1911 : compte rendu de la réunion publique, salle du Treillis Vert. Discours violent mais dans lesquels il n'est possible de relever aucun délit caractérisé.
- Affaire Durand. Apposition, à Limoges et ressort de Paris, d'affiches, non timbrées, de la CGT, intitulées « Contre un assassin » : PV contre le Sr Combeau, avec transcription du texte de l'affiche, Limoges ; transcription du texte d'affiches timbrées placardées à Romilly-sur-Seine (Aube) ; compte rendu par l'Union des Syndicats Ouvriers Fédérés de Bordeaux et de la Gironde, d'un grand meeting de protestation tenu le 10.12.1910, salle Saint Paul ; protestation de la Loge Mixte le Droit Humain n° 4, de Paris, le 13.12.1910 ; protestation de la Chambre Syndicale des Ouvriers Sabotiers de Brive (Corrèze), 11.12.1910 ; protestation de l'Union des Syndicats ouvriers de Corbeil-Essonnes, le 15.12.1910.
- Affaire Durand. Adresse des Conseillers Prudhommes de la Ville de Lyon. 11.01.1911
- Affaire Durand. Réunion à Montpellier : rapport adressé par le commissaire central de Montpellier relatif à une réunion tenue le 31.12.1910 ; lettre de Lucien Guelin dans un but d'éclairer la justice... « *si Durand qu'il a connu autrefois a continué à boire comme il le faisait, ce doit être à l'heure actuelle un alcoolique et un détraqué* ». Erreur probable car « *si Jules Durand est originaire de Pithivier, Loiret, et s'il a 57 ans environ, il a été en 1874, mon camarade d'atelier...* »
- Affaire Durand. Affiches Nîmes et pétitions : Scheider, maire de Belfort, député transmet au Président de la République une protestation de la LDH section de Beaucourt (Haut-Rhin) ; 5 cartes postales pétition portrait ; lettre de l'ouvrier typographe Vengeur (inscrit Bauzet) au Président de la République, rédigée depuis l'asile de Saugeat (maison de fous) de Limoges, datée du 30.12.1910, 11 pages ; une affiche apposée à Limoges « Pour Durand nous voulons la révision ».
- Affaire Durand. Réunion à Cette. Protestations : meeting du 3 janvier 1910 à la bourse du travail de Cette ; protestation du Syndicat des Ouvriers Cultivateurs de Saint-Féliu-d'Avall, 20 cartes postales pétition-portrait.
- Affaire Durand. Protestations : pétition de Chambre syndicale des Ouvriers Papetiers de Brignoud, 4 pages de signatures et 8 cartes postales pétition-portrait.
- Affaire Durand. Placard de la CGT apposé à Montpellier : affiche du Syndicat des Bûcherons de la Neuville-en-Hez & environs (Oise), « Aux travailleurs » ; 5 cartes postales pétition-portrait ; affiche de la CGT « Pour Durand, nous voulons la révision ».
- Affaire Durand. Article du « Journal de Rouen » : article du 7 janvier 1911.

- Affaire Durand. Le Comité de Défense pour la libération de Durand, demande audience à M. le Garde des Sceaux.
- Affaire Durand. Protestations : Groupe de la Libre Pensée La Raison, Vallabrègues (Gard), le 09.01.1911 ; pétition d'une page avec signature, Calais le 7 janvier 1911 ; 1 carte postale pétition-portrait ; lettre du Cercle Radical-Socialiste de Peyriac-d-Mer (Aude), du 07.01.1911 ; Lettre de la Fédération des Maçons etc. Cercle d'Almelo (Pays-Bas), le 07.01.1911 ; autre lettre mais en néerlandais fédération « Algemeene Nederlandsche Typografenbon. Afdeeling Almelo ».
- Affaire Durand. Conférence de Sébastien Faure au Havre : salle Franklin, le 29.12.1910, rapport détaillé de 6 pages.
- Affaire Durand. Placard affiché à Limoges le 31 décembre 1910 : transcription intégrale sur deux pages d'un placard affiché le 31.12.1910.
- Affaire Durand. Réunion à la Bourse du Travail de Montpellier le 29 décembre 1910 : compte rendu de 3 pages.
- Affaire Durand. « Le Syndicaliste » de Nancy. Injures à M. le Président du Conseil : 1 exemplaire du journal du 1^{er} janvier 1911, un article « Remontons à la source ».
- Affaire Durand : protestation du Syndicat des Ouvriers agricoles de Marsillargues (Hérault) ; rapport d'un page sur une réunion de 70 ouvriers appartenant l'Union syndicale des ouvriers du port de Bordeaux, daté du 26.12.1910 ; lettre du 22.12.1910 du PG de Rouen au Garde des Sceaux suite à son rapport relatif à l'instruction ouverte contre un nommé Bunel soupçonné d'avoir pris part à l'assassinat de Dongé ; Procès-verbal de 4 pages dressé par le commissaire de police de Dunkerque à l'occasion des incidents de la réunion du 4 décembre 1910.
- Affaire Durand. Affiches Dijon : affiche de la CGT « Contre un assassin » ; affiche de la Fédération nationale du bâtiment « C'en est assez ! Défendons les nôtres ! »
- Affaire Durand. Articles du journal « Le Syndicaliste » publié à Nancy en date du 15 décembre 1910 : 1 exemplaire du journal du 15 décembre 1910, un article « Sauvons Durand ».
- Affaire Durand. Lettre du Bureau de l'Union des Syndicats ouvriers de Corbeil-Essonnes à M. le Conseiller Mourral, président des assises de la Seine-Inférieure : lettre annonçant que le syndicat se prépare à organiser une campagne pour obtenir la révision du procès de Durand.
- Affaire Durand. Affiches de la CGT c/ M. Briand intitulées « Contre un assassin » : divers courriers des PG des Cours d'Appel de Douai, Nîmes, Poitiers, Angers, Rouen, Montpellier, Toulouse, avec PV, transcription d'affiches et deux affiches originales.
- Affaire Durand. Articles de journaux : L'Humanité des 24.12.1910, 10.12.1910, 27.12.1910, 18.12.1910 ; un exemplaire du journal « Le Progrès » du 3 au 9 décembre 1910, avec dessin « Les jurés de Rouen ».
- Affaire Durand. Meeting à Dunkerque : 05.12.1910.
- Affaire Durand. Meeting à Marseille : 03.12.1910.
- Affaire Durand. Ordre du jour voté à l'issue d'une réunion d'ouvriers en chaussures : 6 cartes postales pétition-portrait ; ODJ du 26.11.1910, Union syndicale Ouvriers et Ouvrières en chaussures de Rouen.
- Affaire Durand. Pétitions. 1911 : La Libre Pensée du canton de Moret-sur-Loing ; Syndicat des Ouvriers Mécaniciens et Parties similaires de Lyon et du Rhône ; Parti Républicain Socialiste, Fédération de la Seine ; Groupe Républicain Socialiste de Visan (Vaucluse) ; Conseil de

Prud'hommes de Paris pour les Métaux et les Industries diverses ; groupe de Députés Belges ; lettre signée « pour mon père Lucien Lefevre, remerciant « la Chambre et le Sénat pour le maintien de la peine infligée au bandit Durand » ; conseil municipal du Bourget (Seine).

- Affaire Durand. Pétitions adressées à M. le Président de la République 1° par le Syndicat Indépendant des Travailleurs du Bois de Malines. 2° par le Syndicat des Bucherons de la Nièvre. 3° par la Fédération Départementale de la Libre Pensée. 4° par le Parti Socialiste Français (Section du Rhône) : les pétitions et 2 cartes postales pétition-portrait.
- Dernier dossier : plusieurs centaines de cartes postales pétition-portrait...